

6 Économie

Dérapiage budgétaire en zone Cémac Le Trésor français demande le respect des programmes avec le FMI

MSM
Libreville/Gabon

LA direction générale du Trésor français a eu, le 7 septembre dernier, à Paris, une séance de travail avec les responsables de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cemac) à l'effet de procéder à l'évaluation de la situation économique de ces Etats et d'élaborer des pistes de sortie de crise au sein de la zone, rapporte l'agence Ecofin.

Guillaume Chabert, chef de service des affaires multilatérales et développement à la direction générale du Trésor, a déclaré à cette occasion: « le relèvement des indicateurs macroéconomiques et des réserves de change, démontre les efforts louables qui sont mis en œuvre dans la Cemac. » En passant en revue la situation pays par pays, le technocrate français a insisté sur la poursuite des politiques d'ajustement et a encouragé le président de la Commission de la Cemac, Daniel Ona Ondo, à peser de tout son poids



Le Trésor français a invité les Etats de la Cémac à éviter les dérapages budgétaires.

afin que les Etats respectent les programmes en cours avec le FMI. Car, a-t-il souligné, « les dérapages conduiraient inévitablement à une situation

plus grave et plus douloureuse ». Pour lui, les pays de la Cémac devraient profiter de la conjoncture internationale actuellement favo-

nable en ce qui concerne notamment la remontée des cours du baril de pétrole, le taux de change du dollar et de fortes tensions commerciales, afin de poser des actions plus fortes et plus soutenues en faveur de la diversification de l'économie. Dans la même veine, Guillaume Chabert a invité le président de la Commission à appuyer les réformes de fond de la Banque de développement des Etats d'Afrique centrale, afin d'accroître son impact pour le financement du développement

de la sous-région. Daniel Ona Ondo, pour sa part, a estimé que la France, à son tour, devrait davantage s'investir dans la mobilisation plus accrue des financements en faveur de la zone. « Le travail se fait à notre niveau et commence à apporter des résultats. Le rôle important que joue la France doit aussi s'accompagner d'un accroissement des financements en faveur de notre zone par les IDE et un soutien accru dans nos projets intégrateurs », a indiqué Daniel Ona Ondo.

Cnamgs/Campagne d'immatriculation des Gabonais économiquement faibles à Oyem L'engouement était au rendez-vous

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE ministre délégué en charge de la Solidarité nationale et de la Protection sociale, Jonathan Ndoutoume Ngome, a lancé, le 10 septembre dernier, à Oyem, en compagnie des responsables de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), la troisième campagne d'immatriculation des Gabonais économiquement faibles. Selon les responsables de la Cnamgs, cette opération vise à garantir à l'ensemble de nos compatriotes, particulièrement les couches les plus vulnérables, une couverture médicale universelle et solidaire, conformément à la politique sociale du président de la République, Ali Bongo



Le ministre Jonathan Ndoutoume Ngome (3e à gauche) aux côtés du DG de la Cnamgs, Renaud Allogho Akoue.

Ondimba. Dans le Septentrion, Jonathan Ndoutoume Ngome, a, dans un premier temps, indiqué que si les dernières campagnes d'immatriculations de 2011 et 2015 n'ont pas connu un franc succès, « c'est parce que certains esprits malveillants les

avaient volontairement assimilées à une opération de charme politique, et avaient convaincu les populations de ne pas s'immatriculer au risque de se voir considérés comme électeurs du PDG ». Pour le membre du gouvernement, au-delà de ces considérations partisans,



Les populations ont massivement répondu à l'appel de la Cnamgs pour se faire immatriculer.

« la Cnamgs est et reste un outil essentiel, notamment pour les personnes ne disposant pas d'assez de ressources financières pour se faire soigner. Tel est le fondement même de la politique sociale du président de la République », a précisé Jonathan Ndoutoume

Ngome qui a saisi l'occasion pour appeler les populations à se faire massivement immatriculer, « dans la mesure où cette nouvelle campagne était une de leurs principales doléances ». Le directeur général de la Cnamgs, Renaud Allogho

Akue, au vu de l'engouement constaté sur place, a confirmé aux populations de la province septentrionale que « cette campagne d'immatriculation durera 2 à 3 mois. Mieux, les agents se rendront dans les regroupements de villages, à l'instar de Nkolayop et Zogongone pour immatriculer les populations ». Sur le plan pratique, en guise de conclusion, il a insisté sur le fait que « l'immatriculation sera totalement gratuite et simplifiée. Il ne s'agira donc pas de déboursier le moindre franc, et le certificat de résidence ne sera plus exigé comme initialement prévu dans l'annonce de l'opération ». Avant l'étape du Woleu-Ntem, la "caravane" de la Cnamgs s'était déjà rendue, en août dernier, pour la même opération, dans le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Ivindo.

Secteur agriculture/Côte d'Ivoire/Cacao

Les fortes pluies pourraient faire baisser la production en Côte d'Ivoire

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

ALORS que les producteurs ivoiriens de cacao tablaient il y a encore une semaine, sur une récolte abondante d'octobre 2018 à mars 2019, de fortes

précipitations dans les régions productrices pourraient changer la donne. Selon les détails relayés par l'AFP, les producteurs se disent satisfaits du nombre de gousses sur les arbres, mais craignent que les pluies n'entraînent la pourriture brune des bosses et empêchent les premières fèves de cacao

de sécher complètement. « Beaucoup d'agriculteurs devraient commencer la récolte la semaine prochaine mais nous craignons que les pousses ne sèchent parce que la zone est très humide. Nous avons vu de la pourriture brune sur certains arbres, mais rien de grave pour le moment », explique Sé-

bastien Dechi, un producteur de la région d'Agboville, dans le Sud du pays. La région occidentale de Man est la plus touchée avec des précipitations de 87,7 mm la semaine dernière, soit 49,5 mm au-dessus de la moyenne quinquennale. Alors que la région du Centre-Ouest de Daloa, qui produit un

quart de la production ivoirienne, a reçu 45 mm soit 15 mm de plus que la moyenne. Rappelons que la filière est déjà menacée par la maladie des pousses gonflées qui a vu le Conseil Café-Cacao (CCC) initier un programme pour déraciner 300 000 hectares d'arbres infectés au cours

des trois prochaines années dans un effort pour limiter la propagation de l'épidémie. La saison dernière, le premier producteur mondial de cacao a produit environ 2 millions de tonnes de la fève dont 60% provient du Sud et de l'Ouest, selon le CCC.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 13/09/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	13/09/2018	5 323,18
		USD	1,1585	1USD =	566,212	1 USD	583,829	DOW JONES	13/09/2018	26 004,04
		CAD	1,5137	1CAD =	433,347	1 CAD	461,797			
		JPY	129,1300	1JPY =	5,080	100 JPY	536,611			
		GBP	0,8903	1GBP =	736,799	1 GBP	785,682			
		CHF	1,1277	1CHF =	581,677	100 CHF	61 972,72			
		ZAR	17,4368	1ZAR =	37,619	100 ZAR	3 988,07			
		MAD	10,9376	1MAD =	59,973	1 MAD	63,34			
		CNY	7,9588	1CNY =	82,419	1CNY	84,89			
		KES	117,0000	1KES =	5,606	1KES	5,77			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
13 Septembre 2018: **79,53**